



Lettre n° 144 du 31 mai 2020

Au sommaire :

- **Après le COVID 19, l'épidémie dévastatrice du profit ! L'urgence, interdiction des licenciements, partage du travail entre toutes et tous ! - Galia Trépère**
- **Débattre des vieilles recettes faillies de la gauche ou faire du neuf : un *Plan de sortie de crise* ou un plan pour le contrôle par les travailleurs de l'économie ? - Yvan Lemaitre**

Après le COVID 19, l'épidémie dévastatrice du profit ! L'urgence, interdiction des licenciements, partage du travail entre toutes et tous !

« Sur le plan sanitaire, les nouvelles sont bonnes », se félicitait, sans gêne, le Premier ministre jeudi dernier en présentant la phase 2 du déconfinement. « Mais, ajoutait-il, gardons en tête que s'ouvre aujourd'hui un nouveau front et que le pays va devoir se battre contre l'impact d'une récession historique. ». Philippe nous refait le coup de la guerre et de l'union nationale, comme si le gouvernement avait fait autre chose depuis le début de l'épidémie que mener la guerre à la population pour servir les seuls intérêts du capital. Dans le confinement comme dans le déconfinement et la débâcle économique qui s'annonce, c'est la même hypocrisie qui prétend servir les intérêts communs de toute la population pour tenter de faire accepter une politique égoïste de classe.

La démagogie des imposteurs au pouvoir ne résiste pas à la réalité, aux faits. Leur politique, c'est les 5 milliards de prêts bancaires accordés à Renault non seulement sans la moindre contre-partie pour les salariés mais avec 4600 licenciements en France et 15000 dans le monde à la clé ! Des subventions aux grands groupes capitalistes pour les aider à licencier ! Les salariés de l'usine du groupe à Maubeuge ou des Fonderies de Bretagne ne s'y sont pas trompés en faisant grève et en manifestant massivement dès l'annonce de ce mauvais coup.

Leur politique, c'est aussi, au nom du risque sanitaire -quelle hypocrisie- l'interdiction de la Marche des Solidarités samedi dernier qui a réussi à se tenir et a rassemblé des milliers de sans-papiers, de migrants et de militants qui ont imposé leur droit à manifester malgré les violences policières.

Face à la guerre de classe menée par le patronat et son gouvernement, les travailleurs n'ont pas de raison de se résigner ni de se démoraliser. Leur solidarité, leur union dans la lutte, eux qui sont indispensables à la vie du pays, peut inverser le rapport de force. Il n'y a aucune fatalité dans les licenciements et l'explosion du chômage. Patrons et gouvernement croient que le rapport de force leur est favorable, à nous d'inverser le cours des choses.

Des milliards pour que Renault licencie...

Une guerre de classe

« Tout le monde se souvient de ce dessin animé de Tex Avery, ironisait Jacques Attali, fin connaisseur cynique du capitalisme, le 21 mai dernier, dans lequel un personnage, poursuivi par un autre, dépasse en courant le bord d'une falaise, continue de courir, emporté par son élan, reste un moment en suspens dans le vide, tout occupé à sa poursuite, jusqu'à comprendre qu'il n'a plus de sol sous ses pieds, et tombe comme une pierre. » L'image vaut pour la politique des classes dominantes qui veulent faire croire à leur plan de relance, un mirage alors que toute l'économie capitaliste est au bord de la faillite, suspendue au bord de l'effondrement. Ils voudraient ainsi justifier les aides financières et les licenciements qui n'ont qu'un objectif, sauver au maximum les profits.

Les centaines de milliards de dollars ou d'euros injectés par les banques centrales dans l'économie et les circuits financiers masquent encore l'ampleur de la débâcle à venir. Aux États-Unis, près d'un quart de la population va perdre son emploi, en France, une entreprise sur 4 envisage de licencier.

Le nombre des chômeurs de la catégorie A, n'ayant aucune activité, a déjà bondi en avril de 22 %, 843 000 de plus qu'en mars, et il atteint -sans compter tous ceux qui ont été radiés- 4,57 millions. La plupart de ces nouveaux inscrits sont des salariés en intérim, en CDD ou autres contrats précaires qui du jour au lendemain se sont trouvés au chômage et sans aucun revenu. Les associations qui assurent des distributions alimentaires d'urgence sont aujourd'hui débordées.

Toutes les grandes entreprises annoncent des plans massifs de licenciements. Renault l'a fait le lendemain de l'intervention de Philippe. Le gouvernement qui a promis au groupe automobile un « prêt » de 5 milliards d'euros alors que Renault a cumulé plus de 20 milliards d'euros de bénéfices sur les 10 dernières années, a fait mine de s'en indigner. Une indignation feinte pour atténuer la brutalité de la politique de l'État qui détient 15 % des actions du groupe, Le Maire a vite apporté son soutien à Senard, le patron de Renault : « *il faut laisser à Renault la possibilité d'ajuster son outil de production, d'être plus compétitif, parce que sinon Renault sera menacé* ». Un vulgaire chantage contre les salariés.

Face à l'offensive du patronat et du gouvernement...

Non seulement cette politique de relance accompagne une réorganisation de la production en fonction de la seule rentabilité financière mais c'est bien toute la politique du gouvernement qui est soumise à cet objectif. Il y a un véritable chantage au chômage pour toute faire accepter aux travailleurs.

La loi d'urgence sanitaire a donné aux patrons la possibilité d'allonger le temps de travail jusqu'à 60 heures par semaine et de faire passer des RTT, du compte épargne temps ou des congés en temps de confinement. 300 milliards de prêts bancaires garantis par l'État ont été distribués au patronat, et 110 milliards pour le remboursement du chômage partiel ou le report, voire l'annulation du paiement des cotisations sociales. L'État n'est pas regardant, du moins avec les patrons, dont certains ont continué à faire travailler leurs salariés tout en les déclarant au chômage partiel, une fraude évaluée à 6 milliards d'euros.

Air France qui perçoit 7 milliards d'euros a déjà annoncé qu'il allait supprimer des centaines de postes. La compagnie aérienne, comme ses concurrentes dans le monde, a démultiplié son trafic depuis 10 ans... et ses bénéfices aussi. Pour l'heure son PDG s'apprête à toucher un bonus de 800 000 euros.

Le géant de la pharmacie Sanofi qui s'est engagé à réserver la priorité du vaccin contre le Covid aux États-Unis parce que ceux-ci financent ses recherches, se vante de ne pas demander d'aides auprès de l'État. Sauf qu'il en bénéficie déjà sous la forme d'un crédit impôt recherche qui subventionne une grosse partie de ses dépenses et que c'est un des principaux bénéficiaires de la Sécurité sociale. Les 7 milliards de profits réalisés l'an dernier -dont 4

milliards de dividendes versés à ses actionnaires- l'ont été en grande partie grâce à la vente de Doliprane.

« *L'argent magique* » existe donc bel et bien, contrairement à ce que Macron et ses ministres ne cessent d'opposer aux travailleurs de la Santé.

En moins d'une semaine, la grand-messe « du Ségur » apparaît comme une véritable fumisterie. Rien de chiffré ni de clair sur les revalorisations salariales promises, sur les réouvertures et créations nouvelles de lits, sur les embauches, mais la mise en œuvre du plan Hôpital 2022 lancé bien avant la crise sanitaire et la remise en cause des 35 heures. Les personnels de la santé ont manifesté leur absence d'illusions et leur révolte à travers les rassemblements de plus en plus nombreux des mardis ou des jeudis de la colère, la grève des salariés des Ehpad du groupe Korian lundi dernier, la prise en main par nombre d'équipes militantes de la préparation de la journée du 16 juin.

... Un plan d'urgence sociale et démocratique

Ponts d'or pour les capitalistes, fermetures d'entreprises, attaques tous azimuts contre les travailleurs, licenciements et chantage aux licenciements pour baisser les salaires... Face au cataclysme social qui s'annonce, éviter le pire veut dire imposer au gouvernement et aux capitalistes l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre toutes et tous avec réduction du temps de travail, l'augmentation générale des salaires de 300 euros, pas de salaire net inférieur à 1700 euros, des embauches massives dans les services publics.

Garantir ce minimum indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux dépendra de notre capacité, nous les travailleurs, la jeunesse, la population à intervenir à tous les niveaux pour changer le rapport de force.

Il n'y a pas de lois « naturelles » de l'économie qui en système capitaliste est la lutte pour le profit qui soumet l'organisation de la production et des échanges à la politique des classes dominantes pour s'approprier la plus grosse part possible des richesses produites par les travailleurs.

La répartition de ces richesses, la façon de les produire dépend du rapport de force entre les classes. C'est bien pourquoi rien n'est écrit. Ce n'est pas la pandémie la cause des licenciements mais la rapacité aveugle du capital.

Lutter pour changer ce rapport de force en notre faveur implique de ne pas craindre de rompre avec l'ordre établi, la domination du CAC40, de ne rien attendre du jeu de dupe du dialogue social.

La seule issue à la faillite des classes dominantes est que le monde du travail prenne en main l'économie, mette les banques et la finance hors d'état de nuire en les expropriant pour créer un monopole public bancaire, annule la dette publique, celle des toutes petites entreprises ou des travailleurs indépendants, des plus pauvres.

L'issue à la « *récession historique* » dépend de l'intervention autonome et directe du monde du travail, dans toute sa diversité, à tous les niveaux. En généralisant et

prolongeant en l'étendant à toute la vie sociale ce que les équipes de salariés dans les hôpitaux, les cliniques ou les Ehpad ont fait pendant la crise sanitaire pour éviter le pire en mutualisant les maigres moyens en matériel et en personnel sans se laisser paralyser par l'inertie et l'incurie du gouvernement, des ARS, des directions. Ou les salariés qui ont fait respecter les conditions de sécurité dans les entreprises et parfois, imposé des productions utiles.

Aujourd'hui en prenant en main la lutte contre les licenciements pour garantir à toutes et tous un emploi en ne comptant que sur notre force, notre organisation, notre détermination.

Celles et ceux qui font tourner la machine économique et la société ont toute légitimité à imposer leurs droits comme leur contrôle démocratique.

Galia Trépère

Débattre des vieilles recettes faillies de la gauche ou faire du neuf : un *Plan de sortie de crise* ou un plan pour le contrôle par les travailleurs de l'économie ?

« Attac, Oxfam, Greenpeace, la Confédération paysanne et la CGT présentent 34 mesures communes pour répondre à la crise née du Covid-19. Du NPA au PS, en passant par les Verts et La France insoumise, on s'intéresse de près à cette démarche 'historique' », pouvait-on lire dans un article publié sur Médiapart, en date du 26 mai, intitulé « De la CGT à Greenpeace, la société civile bouscule la gauche ». Certes, la démarche, initiée dans la foulée de l'appel des 18, « Plus jamais ça », est inédite dans sa forme mais le fond, lui, est dans la continuité de la politique de la gauche institutionnelle, syndicale et politique.

Cette initiative participe de l'agitation, accélérée par la crise sanitaire, qui gagne cette gauche à la recherche de son unité perdue et d'un programme introuvable pour tenter de profiter de l'effondrement annoncé d'un pouvoir de plus en plus discrédité, divisé au point de perdre sa majorité parlementaire.

Après avoir évoqué cette agitation, Pauline Graulle, auteure de l'article, pose la question : « Et bientôt, un programme commun pour 2022 ? » La question vient inévitablement à l'esprit même si il est bien difficile de savoir si « une étape décisive » a été ou non franchie vers « la construction d'un nouveau bloc écologiste et social ». La crise sanitaire pas plus que la crise politique en cours ne suffiront à la gauche pour se reconstruire, c'est-à-dire se défaire d'un passé de reniements, de capitulations et de défaites sans même parler des ambitions rivales qui demeurent un de ses principaux moteurs. La perspective de la présidentielle de 2022 ne peut que les attiser à l'image des rivalités qui s'expriment déjà, sans gêne ni tabou, au sein de LFI contre Jean-Luc Mélenchon quand François Ruffin, invité de BFMTV-RMC, déclare « Je laisse la porte ouverte à ce qui peut se passer dans le pays [...] Et si jamais, c'est moi qui doit ramasser le drapeau, j'irai ramasser le drapeau. » En écho, JLM tente de faire bonne figure : « Je n'ai pas la vanité de me croire éternel [...] Je leur dis à tous, soyez comme lui : si jamais le drapeau venait à tomber à terre, vous devriez le relever et avec lui l'énergie de l'insoumission. » Apparemment, il ne manque pas de postulants !

Difficile de voir dans cette agitation une perspective pour les classes populaires et la jeunesse. Le « *Plan de sortie de crise* »¹ rendu public le 26 mai autour duquel se retrouvent 20 associations et syndicats, les 34 mesures qu'il propose, loin de rompre avec le cadre institutionnel et la vieille gauche parlementaire en reste prisonnier.

Un plan institutionnel ou un plan pour le contrôle des travailleurs

Les propositions veulent répondre aux besoins du monde du travail, des femmes et de la jeunesse mais elles sont autant de déclarations de bonnes intentions vouées à rester sans effet à partir du moment où elles restent dans le cadre institutionnel sans rompre avec le capitalisme, sa logique de profit et de libre concurrence.

La gratuité des masques, le recrutement de 100 000 professionnels dans les hôpitaux, la régularisation des sans-papiers ou un plan contre les violences faites aux femmes, l'augmentation des salaires, l'instauration de la semaine de quatre jours, l'arrêt des expulsions locatives, l'annulation de la dette des pays, la sortie totale de l'énergie carbonée d'ici 2030, la restauration d'un ISF élargi, etc., voudraient s'inscrire dans une perspective de changement radical. Mais en fait elles sont vouées à l'impuissance si la démarche d'ensemble ne remet pas en cause la propriété privée financière, capitaliste. Elles se limitent à remettre en cause ce qu'il est convenu d'appeler les politiques néolibérales comme si les choix des classes dominantes étaient des questions d'idéologie et non de défense d'intérêts de classe guidée par leur lutte pour l'appropriation des richesses.

Ce plan vise à donner un contenu au mouvement social contraint par l'ampleur de l'incurie de la bourgeoisie financière et de son État à formuler des réponses politiques. Bien plus que d'offrir un programme aux mobilisations, il offre à l'ensemble de la gauche sociale et politique une possibilité d'initier un rassemblement en prétendant tracer une perspective au mécontentement et à la colère tentant d'éviter les réactions de rejet à l'égard des forces politiques.

« Ce document se veut donc une contribution et même un appel au débat public. Débattons partout, mobilisons-nous sur le terrain pour changer le système et exiger des pouvoirs publics des transformations radicales ! » écrivent les initiateurs de la démarche. Exiger des pouvoirs publics ! Exiger d'un État rodé depuis des décennies à servir les intérêts des classes dominantes qu'il se mette au service des classes populaires. Entretenir de telles illusions n'est pas neutre et rentre en résonance avec la politique dont la gauche se revendique encore aujourd'hui comme d'un jour de gloire, « *Les jours heureux* », le programme du Conseil national de la résistance, en écho aux propos de Macron enfilant les habits du général !

Et toute la gauche institutionnelle a su se faire inviter. Le mercredi 20 mai, une première réunion s'est tenue dans le cadre initié par « *Plus jamais ça, préparons le jour d'après* », discussions exploratoires autour de différents thèmes ou perspectives d'action, la question de la gratuité des masques, la lutte contre les licenciements... Mais il est clair que l'enjeu est de fournir à la gauche un cadre de discussion dégagé des contraintes immédiates des négociations entre partis et des ambitions rivales, ou du moins d'éviter que ces tractations-rivalités ne soient par trop visibles ou explosives... Le *Plan de sortie de crise* se veut la base de ces discussions, négociations...

Une nouvelle réunion aura lieu début juin. Notre propos n'est pas de juger de l'avenir de l'entreprise mais plutôt de discuter de l'impasse qu'elle représente du point de vue des intérêts des classes populaires. Elle prétend sortir de la crise sans en finir avec le capitalisme, une impasse assurée même si elle... réussissait. Sa réussite, bien improbable, ne servirait comme le fit l'union nationale élaborée par De Gaulle avec l'appui du PS et du PC ou celle de Mitterrand prétendant « *rompre avec le capitalisme* », qu'à sortir leur système de sa crise.

Débattre pour construire un mouvement pour le contrôle des travailleurs sur l'économie et l'État

Les révolutionnaires ne s'inscrivent pas dans cette démarche quelles que puissent être les intentions des diverses composantes qui l'animent. Elle a ceci dit le mérite de poser les termes d'un changement de politique, de se dire ouverte à la discussion et de vouloir rassembler, s'appuyer sur les mobilisations en cours et les prises de conscience provoquées par l'incurie des classes dirigeantes, leur faillite ainsi que la catastrophe économique et sociale annoncée.

Il est bien dommage que le mouvement révolutionnaire soit incapable d'initier sur de toutes autres bases politiques visant non à sortir le système de sa crise mais à renverser le système, une démarche ouverte, démocratique, s'adressant au plus large milieu ouvrier, populaire, jeune, à toutes celles et ceux qui depuis 2016 se mobilisent,

luttent, s'organisent. Et laisse ainsi l'initiative à la vieille gauche parlementaire à laquelle l'écologie sert d'eau de jouvence.

Il serait contraire aux intérêts des mobilisations et des luttes, y compris dans leurs limites actuelles, de laisser croire que le cadre de *Plus jamais ça* puisse être un instrument pour construire le nécessaire affrontement avec le gouvernement et « *les pouvoirs publics* ».

La pandémie n'est pas la cause de « *la crise* ». Elle-même est la conséquence des déséquilibres écologiques entre la société humaine et son environnement de même que c'est la politique des classes dominantes contre le monde du travail qui est responsable de la crise sanitaire. Et aujourd'hui, c'est la logique capitaliste qui veut que l'on ne produise que pour faire du profit, accumuler de nouveaux capitaux, qui engendre la terrible crise économique et sociale en cours. Plus qu'une crise, car c'est bien de la faillite d'une classe dont il s'agit !

Le soulèvement populaire qui ébranle aujourd'hui la citadelle du capital, les USA, en réponse à un crime policier raciste, violence barbare de classe qui vise tous les exploités, en est la conséquence, l'expression et participe de l'affrontement inévitable.

Face à cette débâcle d'une ampleur inédite, le mouvement ouvrier a besoin de faire du neuf, de sortir des chemins des échecs et défaites passés, des mensonges et des reniements de la gauche sociale-démocrate ou stalinienne et de ses scories. Il a besoin de se donner un plan démocratique et révolutionnaire pour mettre en œuvre la seule politique qui puisse répondre aux besoins de la population, la prise en main du contrôle de la production, des échanges par ses acteurs mêmes, les travailleurs.e.s, pour en finir avec la domination d'une oligarchie financière parasite et un système destructeur. Une politique qui ne vise pas à défendre l'industrie nationale mais à réorganiser la production par-delà les frontières dans une perspective de coopération internationaliste en fonction des besoins des populations.

Il n'y aura pas de « *sortie de crise* » sans démocratie, c'est-à-dire sans intervention directe du monde du travail pour contrôler, décider, diriger la marche de la société, et si l'on craint de se battre pour la transformation révolutionnaire de la société, le socialisme, le communisme.

C'est à l'élaboration collective et à la discussion publique d'un tel plan que les différentes composantes du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire devraient s'atteler.

Yvan Lemaitre

¹<https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/plus-jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>